



NON AU RACHAT DE LMB AEROSPACE PAR UN GROUPE AMÉRICAIN : DÉFENDONS NOTRE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET STRATÉGIQUE !

COMMUNIQUÉ DE VALÉRY ELOPHE CONSEILLER RÉGIONAL DE NOUVELLE-AQUITAINE

J'apprends avec inquiétude que l'entreprise corrézienne LMB Fans & Motors, spécialisée dans la fabrication de moteurs et de ventilateurs électriques pour l'aéronautique et la défense, fait l'objet d'un **projet de rachat par le groupe américain Loar Group**. Cette opération pose un **grave problème de souveraineté économique et stratégique**.

Ce scénario rappelle tristement l'affaire Photonis, fleuron industriel briviste qui a failli être cédé à un groupe américain avant l'intervention in extremis de l'État. LMB Aerospace, sous-traitant majeur dans des secteurs aussi sensibles que la défense nationale, **ne peut être laissé entre des mains étrangères**. Ses productions équipent des programmes stratégiques tels que l'hélicoptère Tigre, l'avion de combat Rafale ou encore le porte-avions Charles-de-Gaulle.

Comme l'a souligné Jordan Bardella, le gouvernement doit user du mécanisme de contrôle des investissements étrangers pour **bloquer cette acquisition**. Il en va de l'indépendance stratégique de la France et de la protection de nos intérêts vitaux. Nous demandons une réaction immédiate de l'exécutif pour **empêcher que cette entreprise**, qui réalise déjà 30 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis, **ne passe sous contrôle américain**.

Ce rachat illustre une fois encore **l'abandon progressif de nos capacités industrielles** au profit d'intérêts étrangers. Nous refusons que notre souveraineté économique soit sacrifiée au nom d'un laisser-faire délétère ! Il est urgent de réorienter la politique industrielle de la France en **protégeant nos entreprises stratégiques** et en favorisant la **réindustrialisation nationale**.

Le Rassemblement National sera toujours du côté des travailleurs français, des entreprises stratégiques et de notre souveraineté nationale. **Nous demandons au gouvernement de prendre ses responsabilités et de s'opposer fermement à ce rachat**.